

AFRIC MANAGERS

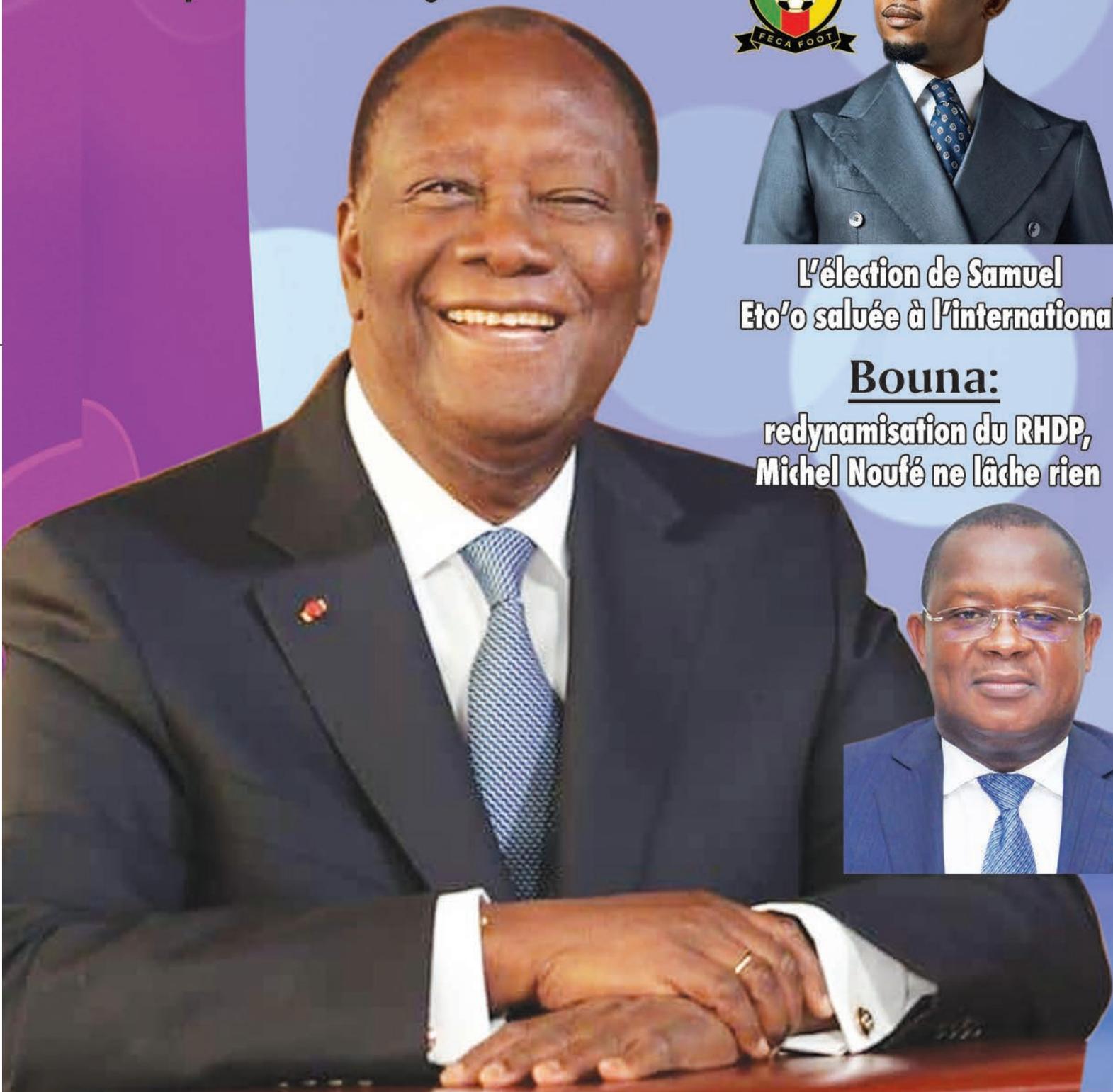
N°28 / Decembre 2021

LE MAGAZINE DES MEILLEURS MANAGERS AFRICAINS

Afrique 3000 Fcfa - Europe 4,50 € - Monde 6 \$

CÔTE D'IVOIRE

**Alassane Ouattara à la manoeuvre,
pour un nouveau gouvernement**



BURKINA FASO

**Lassina Zerbo,
nouveau Premier
Ministre**



Cameroun/FECA FOOT



**L'élection de Samuel
Eto'o sauvée à l'international**

**Bouna:
redynamisation du RHDP,
Michel Noufé ne lâche rien**



Personnalité de l'Année
Person of the Year

**AFRIC
MANAGERS**

MICHEL NOUFÉ

Directeur des Moyens
Généraux du Trésor

MICHEL NOUFÉ

Director of Resources
General of the Treasury



Dans A.M. et nulle part ailleurs



AFRICA MANAGERS



KOFFI N'GUSSAN LATAILLE



SORY DIABATE

The advertisement for 'Dan Gnon' 100% BIO palm oil lists several benefits:

- Très riche en Antioxydants
- Très riche en carotène
- Très riche en Vitamines A, E, K
- Facilite l'utilisation des nutriments
- Combat les maladies cardiovasculaires
- Detoxifie le foie
- Renforce le système immunitaire
- Un anti-poisson
- Vous assure une belle peau et de beaux cheveux.

 It also includes instructions: 'Pour bénéficier de ses atouts: Prendre 1 à 2 Cuillères vous est recommandé chaque jour. Evitez l'excès!' and contact information for various countries (Cote d'Ivoire, USA, France).

20-23

Carnet de voyage dans la region de Bounkani avec Michel Noufé, cadre de la region

04

L'Edito de Zephirin Zate

05

Les exclusifs / Politique

15

Les indiscrets

Economie, Société

35

Sport / Football

- Samuel Eto'o élu président de la Fecafoot

- Sory Diabaté : « Ma vie, ces 25 dernières années, a été marquée par le football »

- Ballon d'or 2021

Le 7e sacre pour messi, le plus contesté

04 / **SOMMAIRE**

AFRICA MANAGERS Le Magazine des Meilleurs Managers Africains
POLITIQUE, ÉCONOMIE, CULTURE
Fondé en France le 30 juin 2015 par **Zephirin Zate**

Édité par **WEST AFRICA DEVELOPMENT**

Siège social : France : 11 passage la porte comprise 9500 Cergy

Tél : +336620712284

Email : info@africa-managers.com

Facebook : africa managers

Tweeter : africa_managers

Site web : www.africa-managers.com

Instagram : africa_managers

Etats-Unis : 2611 Old Taneytown Rd Westminster Maryland 21158

Mobile : +12405056123

Côte d'Ivoire : 01 BP 5731 Abidjan 01

Tél : +225 07 07 41 38 10

Mobile : +225 05 44 81 30 64

Directeur Général et de la publication : Zephirin Zate

Directeur Général adoint : Ahoue Sonia Marie Adjoua Irina

Actionnaire principal : Zephirin Zate

RÉDACTION

Directeur de la rédaction : Michel Tiama

Rédacteur en chef : Kissi Jean Pierre

Directeur des éditions : Ohio Marie Grâce

Directrice Marketing : Nguiguessan Rachel Gougoua

Secrétaire Général de rédaction :

Kombe Mireille-Carine

Secrétaire Général Adjoint de rédaction :

Ruth Tania Kouahye, Ali Bakayoko

Ont collaboré à ce numéro : Ruth Tania, Hermann

Kouame, Narcisse Lolo

Conseiller technique : Ali Bakayoko, Narcisse Lolo

Responsable France : Jean Pierre Kissi

Amérique : Grâce Marie Ohio

Côte d'Ivoire : Cyriaque Gbea, Zohi Toussaint
Nelson

Chargés de missions :

Mise en page : Rockville Printing & Graphics

Impression : 736 Rockville Pike, Rockville, MD 20852

Téléphone : 301 25 10 00 1 / **Fax :** 301 251 41 73

Site web : www.rockvilleprinting.com

A LIRE PROCHAINEMENT

**Qui est Monsieur
Touré Oumar,
Président du Comité
de Suivi de
l'UNACOOPEC-CI ?
Opération mains
propres, le
gouvernement
poursuivra-t-il
la procédure ?**

EDITORIAL

Avant le début du dialogue politique, la bataille est lancée entre pouvoir et opposition



Après plusieurs mois d'une relative accalmie entre les acteurs politiques, les hostilités ont repris entre le parti au pouvoir et l'opposition. Avant la reprise du dialogue politique, un premier point d'achoppement concerne la libération des prisonniers

militaires de la crise post-électorale de 2010. La réaction du porte-parole du gouvernement puis celle de l'ex-président Laurent Gbagbo démontre bien que le dialogue ne sera pas aussi aisé.

De nombreux points seront à l'ordre du jour au cours du prochain dialogue politique, en dehors des traditionnelles questions électorales, les actions à mettre en œuvre pour définitivement réconcilier les Ivoiriens seront aussi abordées. En politique, les compromis ont toujours été la solution pour conclure des accords car si chaque partie veut camper sur ses positions, il sera très difficile d'aboutir à des solutions viables. Les accords politiques précédents n'ont pas permis d'éviter les crises politiques car l'enjeu de l'intérêt personnel a pris le dessus sur l'intérêt national. Ce dicton populaire en politique "la fin justifie les moyens" a entraîné la Côte d'Ivoire dans le chaos depuis la disparition d'Houphouët-Boigny en 1993.

Zephirin Zate

Les Exclusifs /Politique

Côte d'Ivoire

Remaniement ministériel

Ouattara veut remettre à plat le nombre de ministres



Dans sa dernière livraison de ce mardi 14 décembre 2021, le confrère Africa Intelligence affirme que le chef de l'État ivoirien,

Alassane Ouattara, prépare un remaniement ministériel. Et ce, depuis début décembre avec pour objectif de réduire le nombre de

ministres et de secrétaires d'État qui est de 41.

Le confrère ajoute que ce gouvernement "resserré" sera rendu public après les fêtes de fin d'année, au mois de janvier. Soit après la restructuration du parti présidentiel le RHDP. Il précise que le Premier Ministre, Patrick Achi, la Ministre des Affaires Etrangères Kandia Kamissoko Camara et le Ministre de la Défense Tené Birahima Ouattara seront reconduits. Pareil pour le Ministre de l'Economie Adama Coulibaly. Plusieurs portefeuilles ministériels devraient être fusionnés. Pour rappel, le gouvernement actuel est composé de 37 ministres puis quatre (4) Secrétaires d'État et cinq (5) ministres rattachés à la présidence de la République que sont Abdourahamane Cissé, Gilbert Koné Kafana, Fidèle Sarassoro, Ibrahim Cissé Baongo et Massere Touré.

Source AI



Côte d'Ivoire

A 4 ans de l'élection présidentielle : Ouattara, Bédié et Gbagbo se réorganisent

Les trois dirigeants des trois grandes formations politiques de la Côte d'Ivoire, affûtent leurs armes quatre ans avant l'échéance de la présidentielle d'octobre 2025. Alassane Ouattara pour le Rhdp, Henri Konan Bédié pour le Pdcî-Rda et Laurent Gbagbo pour le PPA-CI, ne se donnent plus aucun repos.



C'est le chef de l'État ivoirien qui, le premier est entré en laboratoire. Annoncé le 8 septembre dernier en plein conflit de positionnement entre son Premier ministre Patrick Achi et Adama Bictogo directeur exécutif du Rhdp, le Comité de restructuration du parti présidentiel aurait proposé ses résolutions à Alassane Ouattara, du moins à en croire le confrère Jeune Afrique. Lequel Ouattara se préparerait à divulguer le fruit des réflexions du triumvirat mis sur pied et qui comprend Gilbert Koné Kafana (président du comité, Conseiller du président de la République, ministre chargé des relations avec les institutions), Cissé Ibrahima Baongo et Ali Coulibaly, renforcé dans la foulée par l'arrivée de Mamadou Sanogo directeur exécutif adjoint avant la dissolution de cet organe. En lieu et place de la Direction exécutive anciennement dirigée par Adama Bictogo avec pleins pouvoirs, ce sera une direction à trois têtes. L'on attend de savoir la nomenclature finale de ce Rhdp censé accompagner Alassane Ouattara jusqu'à 2025. Le Pdcî-Rda n'est pas en reste de ce vent de restructuration. Son président Henri Konan Bédié a relooké les écuries d'Augia. À peine

clôturées les festivités des 75 ans de son parti le lundi 18 octobre 2021, au siège dudit parti, à Abidjan-Cocody, qu'il annonce une restructuration, à l'issue du colloque qui a sanctionné les travaux. On annonce la création d'un Comité de développement durable et culturel, organe de conseils, de propositions et d'informations en matière économique, sociale, environnementale et culturelle. Bédié a mis aussi en place une Cellule de coordination de la communication chargée de l'ingénierie, de la stratégie de communication et de marketing ainsi que du président du parti. Elle coordonnera la conception des stratégies par axe de communication, concevra les solutions et moyens de mise en œuvre. Il y a aussi le Conseil de surveillance chargé d'animer la concertation entre les différentes institutions internes, cordonner et assurer le suivi des activités des différentes structures mises en place et procéder à un réaménagement du Secrétariat exécutif pour mieux adapter ses missions à la nouvelle organisation qui se met, ainsi, progressivement en place au sein de sa formation politique.

Il ne manquait plus que l'autre gros légume du potager politique, Laurent Gbagbo. Cré le samedi 16 octobre dernier, le Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (Ppa-Ci), de Laurent Gbagbo dévoilait ses premières nominations et ses premières instances, le lundi 25 octobre 2021. Un Conseil Stratégique et Politique (CSP) présidé par Dr Assoa Adou. Un président exécutif en la personne du Pr Hubert Oulaye. Un Porte-parole, Justin Koné Katinan tandis que Me Maître Habiba Touré est nommée porte-parole adjointe du PPA-CI et porte-parole du président Laurent Gbagbo. Damana Addia Pickass quant à lui, est nommé Secrétaire général du PPA-CI. Depuis ce jeudi 18 novembre, Laurent Gbagbo a rendu publics les autres organes et les personnalités chargées de les animer. Autant le dire tout net, toutes ces restructurations pour le Rhdp d'Alassane Ouattara et le Pdcî-Rda d'Henri Konan Bédié et ses nominations pour le PPA-CI de Laurent Gbagbo, ont un seul objectif: élection présidentielle d'octobre 2025.

NL

Les Exclusifs / Politique

Côte d'Ivoire

Réformes au PDCI, Bureau politique, Congrès en 2022 : Bédié à la manœuvre



Ses dires, le 18 octobre 2021 au siège du PdcI-Rda, lors de la clôture du colloque ne sont pas restés lettres mortes. Le président Henri Konan Bédié, président du PDCI-RDA, a donné suite à sa volonté de créer d'autres structures afin de redynamiser le parti.

Coup sur coup, il créa le 4 novembre un Conseil de surveillance et nomma comme président N'dri Pierre Narcisse, son ex-directeur de Cabinet comme chef dudit Conseil. Il signa également une décision portant sur le fonctionnement de la Direction financière. Le 17 novembre, le président créa la Commission économique sociale et culturelle suivie le même jour d'une décision nommant les membres de

cette Commission.

Idem pour la Grande cellule de coordination de la communication. Jeudi 17 novembre 2021, le président cette fois réaménageait le Secrétariat exécutif avec des entrées et des sorties appréciables. Il y a aussi des nominations de vice-présidents. La boucle était ainsi bouclée pour ce qui est des annonces du 18 octobre 2021. Sans transition, le président Bédié présidera, demain mardi, l'investiture du Conseil de surveillance. Un événement qui a finalement occasionné le report de la 184^e Session du Secrétariat exécutif, parce que se tenant le même jour et à la même heure. Certainement que l'investiture des autres structures suivront, car le Bureau politique est déjà annoncé pour le 9 décembre 2021. Cet

important rendez-vous situera, sans doute, la date du 13^e Congrès du PdcI-Rda qui aura lieu en 2022. Les décisions du changement se multiplient et se succèdent au sein du parti doyen. Le président Bédié est à la manœuvre. Ses différentes décisions visent à relancer le PdcI-Rda pour les enjeux futurs.

Mais comme en de pareilles circonstances, toute création de structures, toute nomination ne fait jamais l'unanimité, surtout quand il s'agit des hommes et des femmes militants qui se sont donné à fond pour le parti. Il va sans dire qu'il y aura des frustrations (tant contenues que mal contenues). D'aucuns craignent la léthargie quant aux doubles-emplois, aux cumuls de postes, à la puissance subite de certains et à d'autres facteurs qu'on n'aurait pas prévus. Tout cela pour dire qu'il peut y avoir des réglages à faire et ils doivent être faits avant le Congrès, sinon avant le Bureau Politique pour éviter que ces grand-messes des militants ne se transforment en règlements de situations. Le Président Bédié a fait ce qu'il avait à faire en faisant confiance à ses collaborateurs, en mettant en mission des militants de toutes les contrées, il appartient désormais à ceux à qui incombe le suivi de ces nominations de faire en sorte que la volonté du président de voir le parti plus dynamique ne soit un vœu pieux.

Mieux, il faut que ceux qui sont autour du président ne trouvent pas, dans ces nominations, un chèque en blanc leur permettant de vouloir marcher sur les autres et de vouloir leur imposer des desideratas personnels qui n'ont rien à voir avec la marche du parti telle que voulue par le président. Les militants qui espèrent des lendemains meilleurs pour le PdcI-Rda espèrent plus sur certains points. Notamment, les préparatifs des élections, dont le poste au Secrétariat exécutif, n'existe plus.

Source Afriksoir

Côte d'Ivoire

Secrétariat général PPA-CI

Voici les 2 actes forts de Gbagbo qui ramènent l'ordre au sein du parti**Damana Adia Pickass Secrétaire Général du PPA-CI****Laurent Gbagbo Président du PPA-CI**

Laurent Gbagbo, président du Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), a présidé, ce lundi 22 novembre 2021, le premier secrétariat général de son parti à Cocody-Attoban. Au cours de cette réunion qui a vu la participation de 270 cadres nommés au sein du secrétariat général sur 278, l'ancien président ivoirien a posé deux actes forts qui ramènent l'ordre au sein de ce parti de sorte à le permettre d'avancer "sereinement" vers ses objectifs. Premier problème définitivement réglé : la question du numéro 2 du parti. Au cours de cette réunion, le président Gbagbo a indiqué par trois (3) fois (en disant camarade président exécutif, Ndlr) que le Chef après lui s'appelle bien Hubert Oulaye. Mieux, il a d'ailleurs fait remarquer que tous ceux qui avaient des "réclamations" à formuler par rapport aux nominations devaient passer voir le Président Exécutif pour en discuter

avec lui. Deuxième problème réglé : la question des grognes "inutiles" qui font perdre le temps au parti. La publication des cadres nommés au sein du secrétariat général a créé une violente polémique sur les réseaux sociaux. Certains ont estimé que le président Gbagbo se trompait sur certains choix qu'ils n'ont pas manqué de critiquer. Primo, le président Gbagbo a clairement indiqué qu'il n'a pas nommé toutes ses personnalités. « Mais je ne l'ai jamais fait et je ne l'ai pas fait cette fois-ci. Je ne me suis jamais enfermé dans ma chambre pour écrire des noms, jamais, jamais, surtout que j'étais absent pendant 10 ans. Donc j'appelle toujours les camarades pour qu'on échange, quelques fois ça gbangban (ça chauffe, Ndlr) un peu mais quand on s'est mis d'accord, moi j'écris et c'est ça », a-t-il déclaré. Mais "le Père du multipartisme en Côte d'Ivoire" ne

va pas s'arrêter là. Le président Gbagbo a endossé la responsabilité des choix opérés quoique ces choix ne viennent pas de lui. Il va assumer les "erreurs" de son entourage en promettant qu'il les réglerait pendant que la machine est en marche.

Les choses sont claires pour le leader du PPA-CI. Deux tâches uniques à accomplir après cette réunion : l'aider à régler avec moins de casse les dernières difficultés sur son chemin, et travailler avec acharnement et générosité pour la reconquête du pouvoir d'Etat par le PPA-CI. Ces deux missions ne s'accommodent pas d'une guerre de places ou de numérotation de places autour de Gbagbo. De même, ceux qui incitent à combattre Gbagbo de l'intérieur de son propre camp desservent la lutte. Reste à savoir si son message est bien passé.

MK

Côte d'Ivoire

Bilan triennal de l'Inspection Générale d'État

Ahoua N'doli fait de graves révélations

L'Inspection Générale de l'État, IGE, outil étatique de contrôle de la gestion des affaires publiques, structure dirigée par M. Ahoua N'Doli Théophile a fait ce 25 novembre 2021, le point de sa mission au Président de la République, Alassane Ouattara, pour la période couvrant 2018, 2019 et 2020.

Dans son compte-rendu d'activités triennales, l'Inspecteur Général d'État, a relevé plusieurs dysfonctionnements dans les administrations ivoiriennes. Au nombre des irrégularités notées, l'on a des fins de certains contrats non-signés, la présence de personnels aux diplômes non conformes dans des administrations, le non-respect de la périodicité des réunions voire une absence de réunion dans des directions. A cette longue liste de dysfonctionnements, s'ajoute le manque de spécialistes dans de nombreuses directions.

Après son exposé, le Chef de l'État a déploré ces nombreux manquements au sein des appareils de gestion des affaires de l'État tout en reconnaissant des efforts encore à fournir en matière de bonne gouvernance. De ce qui précède, l'on peut s'interroger sur le mode de recrutement au sein des administrations ? Des personnes sont-elles effectivement là où elles doivent être ? N'est-il pas temps de faire la promotion du mérite ? Ces révélations sont d'autant plus choquantes dans la mesure où la



Côte d'Ivoire dispose des milliers de Docteurs dans des spécialités qui sont en situation de chômage.

Bakayoko A.



Côte d'Ivoire**Après la remise des rapports de l'IGE : ministres, PCA, DG... Ouattara envoie un message fort**

L'inspection générale de l'État (IGE), dirigée par Ahoua N'doli Théophile, a remis le rapport de son département et celui des structures de contrôle. Un rapport qui met en évidence les défaillances de la gouvernance des structures publiques et les recommandations pour une gestion efficace de celles-ci. Le chef de l'État a érigé l'audit général des structures

publiques en priorité absolue. Il a profité de l'occasion pour envoyer un message important aux concernés.

"L'audit et la bonne gouvernance me tiennent à cœur. Nous devons promouvoir davantage la bonne gouvernance et la transparence. Je trouve certaines défaillances inadmissibles", a martelé le chef de l'État.

La lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance sont remises en avant. À en croire les propos d'Alassane Ouattara, les personnes fautives après ces audits devront rendre compte à la justice afin de servir d'exemple à ceux qui seront tentés de s'adonner à de telles pratiques dans le futur.

AG





L'ÉNERGIE EN MOUVEMENT !

DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE



Résidentiel



Basse Tension



Moyenne Tension



Industrie



Tertiaire

BTB, BTA << 50-1000V >> ET HTB, HTA << 1000-50000V >>

DES SERVICES
SUR-MESURE

ANALYSE
ET ÉTUDE

ÉLABORATION
DE L'OFFRE

SUIVI EFFICACE DE
VOS COMMANDES

VOUS
SATISFAIRE

76, Rue de la glacière, zone 3B - Abidjan Treichville (Côte d'Ivoire) - Face au commissariat du 4^e arrondissement

+225 27 2124 0743

+225 07 0701 9811

@dmeib

dmeibci@dmeib.com

dmeib-electric.com



Distributeur Officiel de :



Côte d'Ivoire**Gbagbo : "on ne peut pas nommer des gens sans que d'autres ne se plaignent, moi j'y suis habitué"**

Plusieurs bruits se font entendre juste un mois après la création du PPA-CI. Officiellement créé lors du congrès qui a eu lieu au palais des congrès du Sofitel hôtel ivoire du 16 au 17 octobre 2021, le PPA-CI est le nouveau parti du président Laurent Gbagbo. L'homme est revenu après 10 ans d'exil pour continuer à exister en politique. Avec la création de ce nouveau parti, Gbagbo ne

compte pas laisser son pays ainsi sans avoir parachevé le combat qu'il a entamé depuis plus de trois décennies.

Il y a eu plusieurs nominations au sein du PPA-CI, des nominations qui ne font pas l'unanimité. Des plaintes selon lesquelles le président Gbagbo a ignoré certains cadres de partis politiques circulent un peu partout dans certains médias. Cette information est même parvenue aux

oreilles de l'ex-chef d'État ivoirien qui a tenu à parler en ce sens. Lors de la réunion du premier secrétariat du PPA-CI qui a eu lieu ce lundi 22 novembre 2021, le président Gbagbo a dit ceci dans la vidéo diffusée en direct sur la page Facebook du média "Gor Tv" :

"on ne peut pas nommer des gens sans que d'autres ne se plaignent. Moi j'y suis habitué. On avance, on marche, et c'est dans la marche qu'on voit les erreurs. Si quelqu'un me reproche d'avoir nommé une personne, je lui explique la raison pour laquelle je l'ai fait. L'erreur ça se démontre dans l'action, et non dans les sentiments de celui qui n'a pas été nommé. Ça, ça s'appelle le mécontentement".

Pour le président Laurent Gbagbo, on ne peut pas nommer tout le monde dans le bureau constitutif d'un parti politique. Il peut y avoir des erreurs dans les nominations. Certaines personnes choisies et placées à des postes peuvent apparaître comme des personnes inaptes. Néanmoins, on ne peut que constater les erreurs dans la pratique des choses.

Le président du PPA-CI a déclaré qu'il est habitué aux plaintes de ceux qui se sentent peut-être écartés ou peu honorés lorsqu'ils ne sont pas nommés à des postes importants au sein de son parti. Par contre, Laurent Gbagbo a indiqué que les erreurs se corrigent au fil du temps. Si une personne est nommée à un poste, et qu'elle n'arrive pas à être efficace, on la remplace par quelqu'une d'autre.

La déclaration du président Gbagbo montre clairement qu'un leader politique doit être prêt à recevoir toutes les critiques qui peuvent être dits sur ses prises de décisions et nominations. Cela fait partie des défis qui attendent le leader. Il a exhorté tous ses gens au travail, car seul le travail sur le terrain fera ressortir les failles.

MK

Les Exclusifs / Politique

Côte d'Ivoire

A quand la fin de la belligérance ?



Depuis le retour du président Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, et sa rencontre avec le chef de l'Etat, un air d'apaisement a semblé souffler sur le pays. Des gestes de bonne volonté avaient été posés avec la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques. Naïvement, les Ivoiriens avaient cru que cela continuerait avec l'élargissement des militaires incarcérés depuis 2011 à l'effet de donner un coup d'accélérateur à leur quête de réconciliation.

Le dernier développement de l'actualité vient de ramener tout le monde sur terre, et montre de toute évidence, que le pouvoir Rhdp, dans sa sempiternelle posture de tribu assiégée, n'a lâché du lest que le temps de s'assurer d'une certaine reconnaissance de son pouvoir.

En donnant du « monsieur le président » et « cher frère » à l'actuel chef de l'Etat lors de leur rencontre, le président Laurent Gbagbo reconnaissait de facto le

troisième mandat illégal. Dès lors, les positions peuvent de nouveau se crispier et le pouvoir Rhdp peut à nouveau adopter sa posture de belligérance.

Ainsi, dès que le président Laurent Gbagbo se prononce sur un sujet touchant à la vie de la nation, le porte-parole du gouvernement se fend d'un communiqué, où discourtoisie, inélégance, arrogance et suffisance cheminent allègrement. Le dernier en date est relatif à la demande formulée par l'ex-président à l'effet de libérer les militaires qui depuis 2011 croupissent dans les geôles du pays.

Pour l'ex-président, il est totalement illogique que lui, le chef suprême des armées au moment de la crise postélectorale, puisse circuler librement après un procès à la Cpi duquel il a été acquitté, blanchi et lavé de la souillure qu'on a voulu lui accoler, pendant que les militaires qui répondaient de lui,

puissent élire encore domicile dans les « sous-sols » du pays.

Le porte-parole du gouvernement tel, a dans ses envolées, demandé au président Gbagbo de faciliter le travail de la justice en avouant sa part de responsabilité dans les actes commis par les militaires qui étaient sous son autorité.

On tombe des nues devant une telle demande ! Qu'aurait-il voulu que les Fds fissent, eux qui étaient chargés de défendre les institutions de la république, attaquées par des rebelles venus d'un pays voisin et qui avaient mis le nord du pays en coupe-réglée ?

Qu'en est-il des soldats rebelles, aujourd'hui officiers de l'armée ivoirienne dont certains des crimes, à la limite du génocide, ont été abondamment documentés par des Ong qu'on ne peut qualifier d'amies de Gbagbo ?

M K



- ✓ Prix CEDEAO de l'Innovation en matière d'Énergie (2010)
- ✓ Prix National d'Excellence (2018)
- ✓ Prix National de l'Innovation catégorie Énergie (2019)

**L'AUTOSUFFISANCE ÉNERGÉTIQUE EN CÔTE D'IVOIRE :
LA T-GIME, UNE SOLUTION APPROPRIÉE**

V-944/CSP/D/21



**Tous pour le
Coffret Électrique Intelligent :**

- Réduisez votre Demande d'Énergie Électrique
- Réduisez votre Consommation d'Énergie Électrique
- Contribuez ainsi à l'Autosuffisance Énergétique

Tel : (225) 27 22 42 59 36 / Mob : (225) 07 09 89 42 37
info@lynays.com / www.lynays.net



Les Exclusifs / Société / Economie

Côte d'Ivoire

Unacoopec-ci

Touré Oumar et Issiaka Savané, un véritable tandem

L'Union Nationale des Coopératives d'Épargne et de crédit de Côte d'Ivoire (Unacoopec-ci) a été mise sous administration provisoire depuis septembre 2013 avec Savané Issiaka comme Administrateur Provisoire (Directeur Général). Pour réussir sa mission, le Directeur Général travaille de concert avec le Président du Comité de Suivi Monsieur Touré Oumar et avec qui, il s'entend, à qui, il soumet ses visions pour l'Unacoopec-ci. C'est sous les orientations de son Pcs que Savané a pu repositionner l'Unacoopec-ci qui prenait l'eau de toutes parts. Au nombre des décisions prises pour atteindre cet objectif, la création de nouvelles agences pour mener une politique de proximité et surtout soutenir la concurrence. Le Directeur Général a procédé, à cet effet, au recrutement et à la formation de jeunes diplômés au métier de la microfinance, dans le cadre de son programme formation-emploi. Lesquels ont été déployés dans les agences d'Abidjan et l'intérieur du pays. Ce projet, d'un coût de 137 850 000 F Cfa, a été cofinancé par l'Unacoopec-ci à hauteur de 73 200 000 F Cfa et le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (Fdfp) avec 64 650 000 F Cfa. Il a permis de former 63 jeunes, à savoir 11 commerciaux ; 27 agents de crédit et 25 Chefs d'agences (Ils étaient 75 au départ, mais il y a eu des abandons). Débutée le 1er juillet 2020, la formation s'est déroulée sur 12 mois et a pris fin le 7 juillet 2021.

Savané Issiaka et Touré Oumar, c'est un travail collégial qui ne donne qu'un bilan positif et maintient la Coopec au rang de leader de la microfinance en Côte d'Ivoire.

Hermann Kouamé



Côte d'Ivoire

Proclamé vainqueur des élections à la MUGEF-CI, Gnogbo Paul parle : « Voici notre priorité »

Gnogbo Paul proclamé vainqueur des élections à la MUGEF-CI. La liste Santé-Solidarité (Liste comprenant la COSIFOCI, le SYNACACI, la FARECI, le SYNEPCI, le MIDD, le SAEP-CI et bien d'autres syndicats), a été proclamée vainqueur de l'élection des délégués, membres de l'Assemblée générale de la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire (MUGEF-CI).



Le secrétaire général national du MIDD depuis le 13 février 2021, par ailleurs coordonnateur de ladite liste, Gnogbo Paul, revient dans cette interview qu'il nous a accordée sur l'organisation de ladite élection et décliné ses priorités en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de la liste dont il est le porte flambeau.

Votre liste est arrivée en tête dans le cadre de l'élection des délégués membres de l'AG de la MUGEF-CI. Quelles sont les premières impressions qui vous animent actuellement ?

C'est avec beaucoup d'émotions et de satisfactions que nous accueillons les résultats des élections des délégués de la mandature 2021-2025. Nous

dédions notre victoire au Seigneur Jésus Christ et à tous ceux qui nous ont aidé pour aboutir à ce résultat. A tous les frères et amis et toutes les personnes qui se sont impliquées, pour que notre liste soit victorieuse.

Votre liste est arrivée en tête dans le cadre de l'élection des délégués membres de l'AG de la MUGEF-CI. Quelles sont les premières impressions qui vous animent actuellement ?

C'est avec beaucoup d'émotions et de satisfactions que nous accueillons les résultats des élections des délégués de la mandature 2021-2025. Nous dédions notre victoire au Seigneur Jésus Christ et à tous ceux qui nous ont aidé pour aboutir à ce résultat. A tous les frères et amis et toutes

les personnes qui se sont impliquées, pour que notre liste soit victorieuse.

Est-ce que vous pouvez nous expliquer comment s'est déroulée votre campagne jusqu'à la victoire finale ? Les choses se sont-elles déroulées comme vous auriez souhaité ?

J'aurais souhaité être candidat unique sans adversaires. Ça allait être idéal. C'est aussi ça la démocratie. C'est l'expression plurielle de la compétition ouverte. Nous félicitons le gouvernement pour l'organisation parfaite de cette élection. Nous avons observé que le jeu était très ouvert et il donnait la chance à tous ceux qui étaient concurrents.



Côte d'Ivoire

Proclamé vainqueur des élections à la MUGEFCl, Gnogbo Paul parle : « Voici notre priorité »

Qu'avez-vous observé comme insuffisance dans le fonctionnement de votre Mutuelle et que vous comptez-vous atteler à corriger ?

Regardez la mise en place des produits optionnels qui font souffrir le portemonnaie du fonctionnaire. Pour nous, ce n'est plus une Mutuelle. Ça devient une assurance. Les critères d'appartenance à la mutuelle ont été définis depuis 1973. C'est la cotisation à 3% de son salaire plafonné à l'indice 1000. C'est cela la solidarité. Mais créer d'autres conditions ; catégoriser les mutualistes par rapport à leur pouvoir d'achat, ce n'est pas faire de la solidarité.

L'année 2021 s'achève. Vous présidez désormais aux destinées de la Mutuelle. Avec quelles actions comptez-vous aborder 2022 ?

Nous avons un programme d'urgence qui va s'étaler sur 6 mois à partir de la 1ère Assemblée générale qui va mettre en place les organes. Donc l'AG va être le début du chantier. Nous allons nous attaquer à l'exécution de notre programme. Avec l'aide de tout le monde, tous les fonctionnaires seront satisfaits. Ce sont nos

priorités.

Pouvez-vous revenir sur l'essentiel du contenu de votre programme qui a séduit la majorité des électeurs ?

C'est sûrement le médicament. Revenir sur le médicament à hauteur de 3%, je crois que cela a impacté les esprits. Aujourd'hui, nous sommes avec les différents acteurs de la santé. Il s'agit du SYNACA-CI qui comprend les médecins, les pharmaciens, les dentistes. Nous avons la Coordonnée, qui est composée des autres articulations au niveau du secteur de la santé (Sages-femmes, laboratoires, ...). Tout le monde de la santé se retrouve avec nous. C'est donc avec eux que nous allons appliquer notre programme. La réflexion sera de nous tous.

Comment voyez-vous la collaboration entre la mutuelle et l'Etat ? En d'autres termes, qu'attendez-vous de l'Etat ?

Nous attendons un soutien réel de la part de l'Etat. Nous expliquerons nos besoins et nos attentes à l'Etat afin qu'il nous soutienne dans la mesure de ses possibilités financières. Parce que, c'est une Mutuelle de fonctionnaires. A partir de nos cotisations, on devait pouvoir

faire face à nos besoins. Si un jour, ces besoins s'en trouvent mis en difficulté, on demandera l'appui de l'Etat.

Nous nous retournerons vers le président de la République à qui nous disons infiniment merci pour les efforts qu'il a eu à faire en prenant déjà en charge 50% de la part patronale. Donc selon les difficultés, nous retournerons vers le président de la République ou le ministre de la Protection sociale qui sera notre avocat auprès du gouvernement.

En votre qualité de nouveau président de la MUGEF-CI, avez-vous un message particulier à l'endroit de vos mutualistes ? Je voudrais dire merci à tous les fonctionnaires de Côte d'Ivoire. Une fois que l'élection est terminée, il n'y a plus de clivage, plus de groupe. C'est une Direction et les fonctionnaires. A tous les camarades qui se sont engagés dans la compétition, qu'ils soient sur notre liste ou d'autres listes adverses, nous les félicitons pour cette belle compétition. Merci à tout le monde et que Dieu bénisse notre Mutuelle. Gnogbo Paul proclamé vainqueur des élections à la MUGEFCl.

Source Nouveau Reveil



Côte d'Ivoire

Boukani

Noufé Michel toujours à la tâche

Depuis les aménagements au RHDP pour un nouvel organigramme décidé par son Président du RHDP, Alassane Ouattara, tout le monde est au repos. Mais, Michel Noufé, cadre du RHDP, originaire de Bouna ne voit pas les choses de cette manière. Il est toujours à la tâche. Il parcourt villages et hameaux pour parler du développement de sa localité en particulier et en général de la Côte d'Ivoire. Avec une forte délégation de cadres qui lui sont proches qui ne se sont pas fait conter les évènements de la semaine où tous les cadres du grand Nord se sont retrouvés à Korhogo pour

l'assemblée générale constitutive de l'Union fraternelle des cadres et élus pour le développement du grand Nord (Ugn). Contrairement aux autres cadres du Parti, il aide beaucoup les militants. Ce qui fait sa cote de popularité dans le Boukani est constante progression. Comme preuve, le 13 mai, à la Riviera, Noufé Michel, coordonnateur régional associé du Rhdp pour la région du Boukani a rencontré les jeunes de sa région résidant à Abidjan. A cette occasion, il a affirmé que le développement du Boukani ne pourra se faire qu'avec le Rhdp et dans un climat apaisé. Raison pour laquelle, il les a

exhortés à œuvrer pour la paix en vue d'un développement harmonieux de leur région. Il leur a surtout demandé de continuer à faire confiance au Rhdp et au Président Alassane Ouattara « la seule personne capable de développer leur région et la Côte d'Ivoire ». "Le Président Ouattara, est un homme de dialogue et de réconciliation, qui s'est inscrit dans la vision du Président Félix Houphouët-Boigny, en ramenant la paix en Côte d'Ivoire et restaurer la sécurité des personnes et des biens», a-t-il fait savoir.

HK



Les Exclusifs / Region

Côte d'Ivoire

Journée socio culturelle dans le Bounkani

Noufé Michel en phase avec les populations



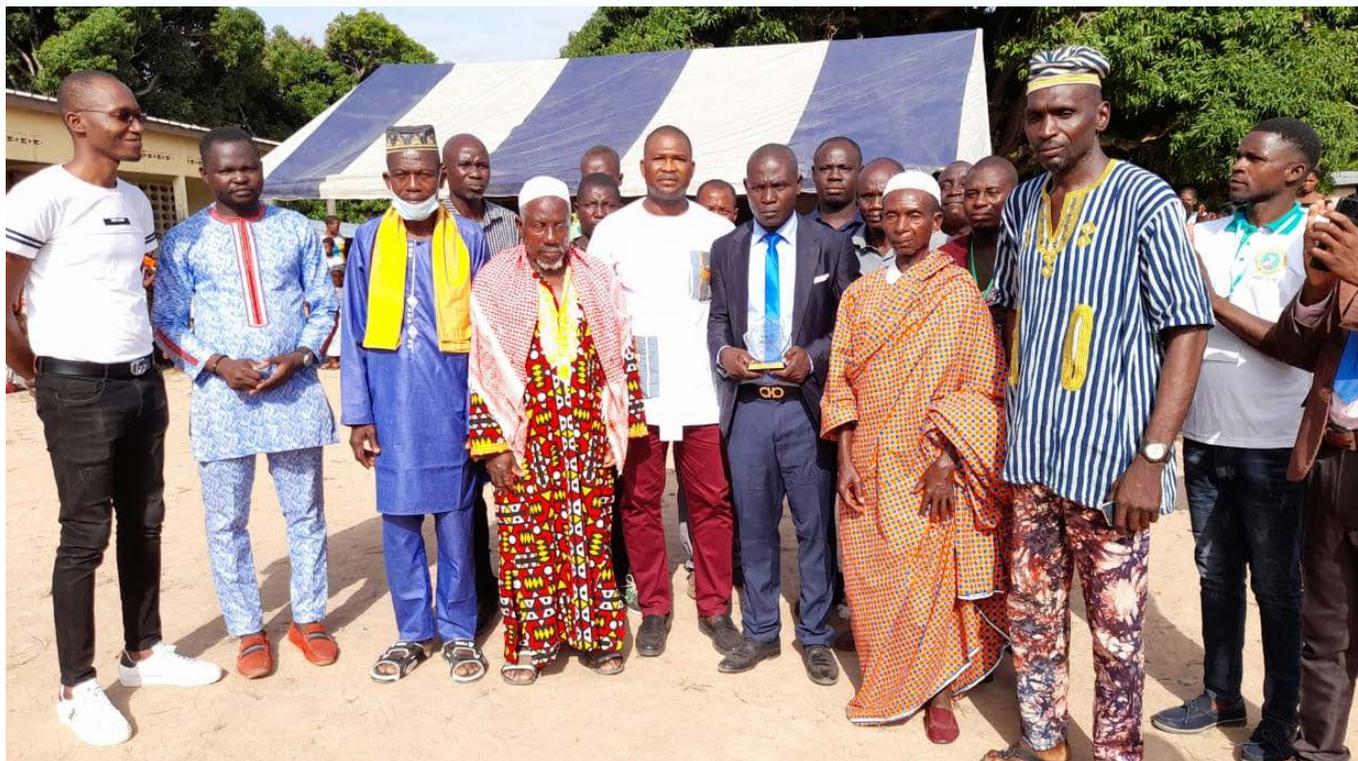
La localité de Flaikai peuplée de 1000 âmes a connu une animation particulière le dimanche 05 décembre 2021. En effet, c'est ce jour qu'ont choisi les femmes de cette localité réunies en deux entités : l'Association des Femmes de Flaikai et celle des Femmes de Nobiélé de Djinhé pour organiser sa journée socio-culturelle.

C'était aussi l'occasion pour l'Union des Jeunes du Grand-Est (UJGE) d'exprimer sa reconnaissance et gratitude au parrain de la première édition du tournoi de la cohésion sociale et vivre ensemble, activité-phare de cette journée socio-culturelle, qui n'est autre que Noufé Lekepte Michel, membre du Conseil Politique du RHDP, Coordinateur Régional associé du Bounkani, par ailleurs, Directeur des Moyens Généraux à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, cadre et fils de la Région. Pour les jeunes, le parrain est un philanthrope eu égard à ses nombreuses actions de portée sociale et humanitaire dans la région comme la remise de kits scolaires le 04 septembre, à la veille de la rentrée scolaire aux élèves du Département. Un valeureux travailleur, infatigable et disponible,



20 / **Les Indiscrets /Region****Côte d'Ivoire**

Journée socio culturelle dans le Bounkani

Noufé Michel en phase avec les populations

Un homme épris de paix et très attentif à l'écoute des populations. Pour leur président, Hien Sié Akou, Noufé Michel est un visionnaire, un pilier incontestable non seulement pour le Rhdp mais un vecteur essentiel pour le développement de la région du Bounkani. Au cours de cette journée socio-culturelle, le parrain a procédé à l'investiture de l'Association des femmes de Flaikai, par la voix, de la présidente Mme Hien Naira, est revenue sur l'objectif de son association, qui œuvre pour l'autonomisation des femmes dans les secteurs agricole et commercial. Elle entend contribuer au développement et le bien-être des femmes de Flaikai. Son organisation regroupe les femmes de toutes les obédiences. Par ailleurs, elle n'a pas manqué de rendre un vibrant hommage au parrain qui ne ménage aucun effort pour leur octroyer les moyens en vue de leur épanouissement. En outre, elles ont traduit leur gratitude au couple présidentiel pour son engagement au bonheur de la femme en particulier et



Les Indiscrets /Region

Côte d'Ivoire

Journée socio culturelle dans le Bounkani

Noufé Michel en phase avec les populations



des Ivoiriens en général. A l'instar des jeunes, tous ont souhaité que le président accorde une place de choix au parrain dans la restructuration du parti, qu'il ait un regard bienveillant sur ce cadre qui

apporte beaucoup pour l'amélioration des conditions de vies des populations du Bounkani. Pour tout dire, cela va de soi car Noufé Michel pour ses actions de développement a été désigné

l'homme de l'année par les observateurs avisés de la scène politique. A ce titre, il recevra le prix WAD le 23 avril 2022 à Washington.



Yamoussoukro : Les Sénateurs approuvent le Budget-programme de Koffi N'guessan Lataille



Le secrétaire d'État en charge du Logement Social, Koffi N'guessan Lataille, était face aux Sénateurs de la Commission des Affaires Economiques et Financières du Sénat présidé par le président Koumoué Koffi Moïse, le Dimanche 05 Décembre 2021, pour défendre le budget-programme 2022 du Secrétariat d'État qui s'élève à 2.251.833.245 FCFA. La mission du Secrétaire d'État se décline en deux programmes. Il s'agit de l'administration générale, le logement social. La mise à disposition du projet de budget d'un montant de 2.251.833.245 au titre de l'année 2022 permettra à nos services de poursuivre de programme pour répondre aux attentes du gouvernement et du Président de la République en matière de logement des ménages à faibles et moyens revenus.



M. Koffi N'Guessan Lataille
Secrétaire d'Etat Chargé du
Logement Social

Le Secrétaire d'État en charge du Logement Social, après la présentation de son projet de budget, a expliqué aux Sénateurs les actions prioritaires pour 2022. Entre autres, développer une offre de logement locatif et de location-vente, Assurer la formation des agents du Secrétariat d'État. La réalisation de 1500 logements à équipement modèles, La réalisation des Voiries et Réseau Divers (VRD) sur les sites de construction des logements sociaux. Après son exposé, les Sénateurs de la Commission des affaires économiques et financières, ont félicité le Secrétaire d'État en charge du Logement Social, et ont adopté le budget à l'unanimité.

MK

Les Indiscrets / Budget Senat

Côte d'Ivoire

Examen et adoption du budget programme

Les sénateurs en phase avec le Secrétariat d'État auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social

Après l'Assemblée Nationale, c'est au tour du Sénat de se prononcer sur le budget des ministères lors de la session ordinaire 2021 de l'examen de la loi de finances portant budget de l'État pour l'année 2022 dans le volet développement des infrastructures et équipements collectifs. C'est face aux sénateurs de la Commission des Affaires Économiques et Financières (CAEF) que le secrétaire d'État chargé du Logement Social, N'Guessan Koffi Lataille a expliqué la politique du gouvernement en matière de logement social, le dimanche 05 décembre 2021. Après un long développement suivi d'échanges entre le secrétaire d'État et les sénateurs sur le bien-fondé de ses actions pour le bien-être des populations, c'est à l'unanimité que les sénateurs ont approuvé ce budget-programme qui s'élève à 22 518 333 245 FCFA. Au regard de ce satisfecit du Sénat à l'égard du secrétariat d'État chargé du Logement Social, il va sans dire que le premier responsable de ce département fait du bon boulot à tout point de vue. Tout un chacun sait combien de fois, la question d'être propriétaire de sa propre maison demeure une préoccupation légitime et prioritaire de chaque citoyen aujourd'hui en Côte d'Ivoire. Et cela est tout à fait logique quand on se rend compte qu'il est difficile pour les populations à faibles revenus d'avoir une maison décente. Par conséquent, la politique de location-vente qu'entend initiée le secrétaire d'État N'Guessan Koffi Lataille s'avère salvatrice pour la majorité des ivoiriens. C'est le lieu de le remercier et l'encourager à aller plus vite dans cette vision pour laquelle les deux chambres du parlement ont donné leur accord.



M. Koffi N'Guessan Lataille Secrétaire d'Etat Chargé du Logement Social



247 **Les Indiscrets** / Budget Senat

Côte d'Ivoire

Examen et adoption du budget programme

Les sénateurs en phase avec le Secrétariat d'État auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social



De gauche à droit les ministres Amedé Kouakou, Koné Bruno et Koffi N'Guessan Lataille



Les Indiscrets / Afrique

Ouganda

Aviation : voici le plus jeune pilote au monde à 7 ans

A seulement 7 ans, Graham Shema est la coqueluche de son pays l'Ouganda puisqu'il est adulé tant par la presse de son pays que par les populations. Sa particularité, c'est qu'il est pilote d'avion, oui vous avez bien lu pilote d'avion jusqu'à obtenir le surnom de " capitaine ".

Il a déjà fait ses preuves plusieurs fois dans le domaine puisqu'il a déjà en tant que pilote stagiaire volé trois un avion de tourisme monomoteur à quatre places appelé Cessna 172. Il a plusieurs fois été copilote sur des avions avant l'avènement de la pandémie à corona virus et cela entre janvier et mars.

Ce surdoué a développé la passion des avions il y'a bien longtemps et rêve de devenir astronaute et aller sur mars.

Comme le dirait l'autre aux âmes biens nées, la valeur n'attend point le nombre d'années.

Source ON



Sénégal**Sa demande d'admission comme avocat au barreau du Sénégal refusée : le juge Dème admis à la Cour Pénale internationale.**

Une revanche sur l'histoire ? Le Juge Hamidou Dème a été admis comme avocat à la Cour Pénale internationale. Le magistrat qui avait démissionné de la magistrature pour dénoncer un « naufrage de la justice », nous apprend « Confidential la lettre quotidienne » s'était vu opposé un refus en introduisant une demande d'admission comme avocat au barreau du Sénégal.

Dans la lettre du greffe de la Cour Pénale, Pieter Vanaverbeke Chef de l'Unité de l'aide judiciaire, Section

d'appui aux conseils, notifie au juge Dème que sa demande d'inscription sur la liste de conseils de la Cour est acceptée après étude attentive de sa demande d'inscription sur la liste des conseils. En effet, poursuit la missive, « il est considéré que ce dernier remplit les critères énoncés à la règle 22 du Règlement de procédure et de preuve et à la norme 67 du Règlement de la Cour ».

La note précise que cette inscription signifie que le juge Dème « a les qualifications nécessaires pour

figurer sur une liste, tenue à jour par le Greffe, des conseils remplissant les conditions nécessaires, susceptibles d'être désignés à l'avenir pour représenter des suspects/accusés ou des victimes ». Mais en tant que tel, selon la même source, « cette inscription ne constitue aucunement une désignation ou un engagement effectif afin de représenter des suspects/accusés ou des victimes devant la Cour ».

NL.

Les Indiscrets / Afrique

Guinée équatoriale

En Guinée équatoriale, le parti au pouvoir ne désigne pas de candidat pour 2023, une première



Alors que le fils du président Teodoro Obiang était présenté comme son dauphin pour la présidentielle de 2023, le parti au pouvoir en Guinée équatoriale, qui tenait son congrès de lundi à mercredi, s'est achevé à la surprise générale sans désigner de candidat pour le scrutin.

Le parti au pouvoir en Guinée équatoriale a créé la surprise en ne choisissant pas, lors de son Congrès, son candidat à la présidentielle de 2023, une première dans ce pays dirigé depuis 42 ans d'une main de fer par son président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

Le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), parti unique jusqu'en 1991, quand le pouvoir a toléré des petits mouvements

satellites ou "d'opposition", tenait son VIIe Congrès de lundi 22 à mercredi 24 novembre à Bata. C'est d'ordinaire l'occasion pour le parti de désigner son candidat pour un mandat de sept ans à la tête du pays. Mais à la surprise générale, dans une soirée qui s'est prolongée jusque tard dans la nuit, aucune annonce de cette nature n'a été faite.

Teodoro Obiang, qui a pris le pouvoir par un coup d'État en 1979, est en très net retrait de la scène politique depuis quelques mois au profit de son fils, Teodoro Nguema Obiang Mangue, surnommé Teodorin, 53 ans. Ce dernier est présenté de longue date comme son dauphin, vice-président de la République et vice-président du PDGE, omniprésent en public récemment. Il y a encore quelques semaines, ce

jet-setteur revendiqué et affiché sur les réseaux sociaux, à la réputation sulfureuse, condamné en France dans le cadre de l'affaire des "biens mal acquis", paraissait devoir être désigné à sa place. Mais des caciques du régime tels que Agustin Nze Nfumu, l'un des cinq vice-présidents du PDGE, avaient présenté l'actuel président comme "l'homme de la situation", laissant entendre qu'il allait poursuivre sa fonction à la tête de l'État.

"Candidat naturel"

"Mieux vaut un ami bien connu qu'un nouvel ami à connaître", a lancé lundi le vieux chef de l'État à ses partisans lors de l'ouverture du Congrès, sans donner plus de précisions. Teodoro Obiang détient, avec 42 années, le record mondial de longévité d'un chef d'État encore vivant à la tête d'un pays, hors monarchies.

"L'issue naturelle de ce congrès est de maintenir le statu quo avec Teodoro Obiang candidat à un nouveau mandat", avait prédit à l'AFP juste avant le Congrès Ana Lucia Sa, professeure de sciences politiques à l'université de Lisbonne, spécialiste de la Guinée équatoriale. "Mais il y a de plus en plus de tensions au sein de l'élite dirigeante pour préparer l'après-Teodoro", avait-elle analysé.

Pour les militants qui sortaient du Palais des Congrès, l'actuel chef de l'État fait toujours figure de candidat naturel à sa succession. "Le fait que le fils ne soit pas désigné candidat par le Congrès dit tout simplement que c'est la personne qui est en place qui demeure", a ainsi assuré à l'AFP un cacique du régime. "Le président fondateur est le candidat naturel du PDGE aux élections", a-t-il ajouté.

Source ON

Guinée Conakry**Cellou Dalein Diallo échange avec plusieurs chefs d'Etats africains**

Le leader de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), Cellou Dalein Diallo, a pris part au 7^e Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, qui a ouvert ses portes le 6 décembre 2021. En marge de ce forum, l'ancien Premier ministre guinéen s'est entretenu avec plusieurs chefs d'Etat africains dont le Sud-africain Cyril Ramaphosa, celui du Niger, Mohamed Bazoum, de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló; ainsi que des présidents d'institutions tels le président du Conseil européen, Charles Michel et le président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat.

Cellou Dalein Diallo, l'une des grandes figures de la classe politique guinéenne, à l'image de plusieurs personnalités africaines, a participé au 7^e Forum International de Dakar consacré à la paix et la sécurité en Afrique.

Ce rendez-vous qui a réuni plusieurs chefs d'Etat africains autour du président sénégalais, Macky Sall, a été l'occasion pour le leader de l'UFDG d'échanger avec certains d'entre eux. Ainsi, il s'est



entretenu avec le président Sud-africain Cyril Ramaphosa, le Nigérien Mohamed Bazoum et celui de la Guinée-Bissau Umaro Sissoco Embaló.

L'ancien Premier ministre a aussi eu

des tête-à-tête avec des présidents d'institutions. C'est dans ce cadre qu'il a échangé avec le président du Conseil européen, Charles Michel et le président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat.

Cellou Dalein Diallo avait déjà été reçu la semaine dernière au siège des Nations Unies à New York, par la vice-secrétaire générale de l'institution chargée du développement, Amina Mohamed et la secrétaire générale adjointe chargée des affaires politiques, Rosemary DiCarlo.

L'ancien Premier ministre avait aussi participé, en tant qu'invité d'honneur, à la 14^{ème} rencontre Europe-Afrique organisée par l'Institut Aspen France et à la 4^{ème} édition du African Leadership Award.

Organisé sous le thème: «Les défis de la stabilité et de l'émergence de l'Afrique dans un monde post-COVID 19», le sommet de Dakar a permis de mener des réflexions, pendant deux jours (les 6 et 7 décembre), autour des questions sécuritaires et sanitaires qui éprouvent le continent dans son ensemble.

Source ON

Sénégal

En 2024, Macky Sall a 2 options : une sortie par la petite porte ou la déchéance

C'est une certitude juridique claire, nette et définitive : Macky Sall ne pourra en aucun cas, être candidat aux élections présidentielles qui se dérouleront en 2024. On peut tourner l'article 27 de la Constitution dans tous les sens et le traduire dans toutes les langues (wolof, bambara, ou swahili), la conclusion est invariablement la même : « Nul ne peut exercer plus de 2 mandats consécutifs ».

La démarche qui consiste à poser la question d'une éventuelle 3ème candidature à Macky Sall, et à lui demander son avis sur son intention ou pas de candidater à la magistrature suprême en 2024 est ridicule, insensée (ce n'est pas l'avis de Macky qui compte, mais la Constitution) Au Sénégal les règles de la compétition électorale sont régies par le droit ; le nombre de mandats consécutifs auquel peut prétendre le président de la république est clairement défini dans la Constitution.

Au Sénégal, le nombre de mandats consécutifs pour un président est de 2. Par conséquent évoquer une 3ème candidature, là où le nombre maximal de mandats consécutifs est limité à 2 relève d'une hérésie : 2 c'est 2.

Qu'on en arrive à demander à Macky Sall de se prononcer sur une question définitivement tranchée par la Constitution, prouve à quel point la démocratie sénégalaise a été balafée par ce régime moribond. Aux États Unis ou en France personne n' imagine une seule seconde demander aux présidents s'ils souhaitent briguer un 3ème mandat, puisque non seulement la Constitution le leur interdit formellement ; mais qui plus est, une telle idée n'effleure pas l'idée des dirigeants.

En vérité, la seule question qui vaille est la suivante : Macky Sall osera-t-il tenter un coup d'état constitutionnel en 2024, et si tel est le cas, quelle doit être l'attitude du peuple ? La réponse est claire : la riposte doit être immédiate, massive et



fulgurante. En effet, face à un coup d'état constitutionnel, il est parfaitement légitime, en droit, pour un peuple, d'exiger que l'ordre républicain soit rétabli.

Dans une interview accordée à RFI, Macky Sall, auteur d'un énorme coup d'état constitutionnel en 2016 (modification de l'avis du conseil constitutionnel en décision) s'insurge de manière hypocrite contre les coups d'état en Afrique de l'Ouest.

En réalité, entre les 3 types de coup d'état que sont le coup d'état institutionnel, le coup d'état armé, et le coup d'état populaire ; il n'existe pas un coup d'état plus acceptable que l'autre : les 3 se valent. Un coup d'état est un coup d'état : ni plus, ni moins.

Le coup d'état constitutionnel consiste pour un président (en exercice) à planifier et organiser des hold-up électoraux pour détourner la volonté populaire ou se maintenir au pouvoir, en violation totale de la légalité constitutionnelle, Le coup d'état armé consiste en une prise du pouvoir par les militaires ou par un groupe politique, Le coup d'état populaire se

manifeste par un soulèvement du peuple qui aboutit à la chute du régime en place.

Lorsqu'un peuple est brimé, et dépouillé de tous ses droits, lorsque le régime en place abuse du pouvoir et viole les dispositions constitutionnelles, comme c'est le cas dans de nombreux pays africains, il ne faut point s'étonner que le coup d'état populaire soit la seule issue pour permettre au peuple de reprendre la maîtrise de son destin.

Dans la déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen de 1793, le droit à l'insurrection a été consacré par l'Article 35 « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Dans 2 ans, Macky SALL sait ce qu'il à faire. S'il respecte les sénégalais et la Constitution (art 27), il sortira par la petite porte (un départ contraint, subi car non voulu). A défaut, la déchéance l'attend (sort réservé à Alpha Condé et CAMPAORE).

Source ON

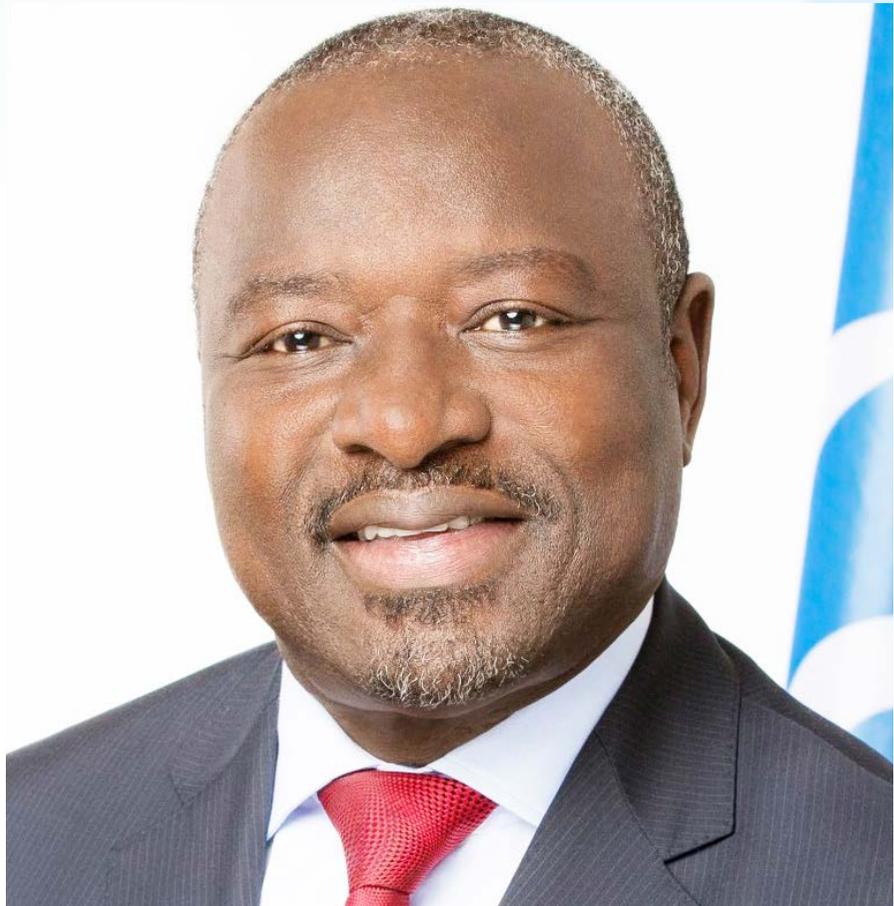
Burkina Faso**Lassina Zerbo, nouveau Premier Ministre du Burkina Faso**

L'ancien secrétaire exécutif de l'organisme onusien de surveillance de l'interdiction des essais nucléaires (OTICE), Lassina Zerbo, a été nommé vendredi soir Premier ministre du Burkina Faso, 48 heures après la démission du gouvernement de ce pays en proie à des attaques jihadistes récurrentes.

L'ancien responsable onusien chargé de l'interdiction des essais nucléaires Lassina Zerbo a été nommé, vendredi 10 décembre dans la soirée, Premier ministre du Burkina Faso, après que le président Roch Marc Christian Kaboré a appelé la population au "rassemblement" face aux attaques jihadistes qui endeuillent le pays.

Lassina Zerbo, 58 ans, nommé par décret présidentiel, succède à Christophe Joseph Dabiré, ayant démissionné mercredi soir, emporté par la colère croissante de la population contre l'exécutif, accusé d'être incapable d'enrayer les attaques terroristes.

Le nouveau Premier ministre était à la tête de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) de 2013 à août 2021. Peu connu du grand public, ce docteur en géophysique a remporté plusieurs prix dont celui de la "diplomatie scientifique", décerné en 2018 par l'association américaine pour l'avancée de la science. Un nouveau gouvernement sera formé dans les prochains jours. Sa tâche sera immense tant le Burkina est confronté à une grave crise sécuritaire depuis plusieurs années. Comme ses voisins malien et nigérien, le pays est pris depuis 2015 dans une spirale de violences attribuées à des groupes armés jihadistes, affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique qui ont fait au moins 2 000 morts et 1,4 million de déplacés. Les attaques qui visent civils et militaires sont de plus en plus fréquentes et en grande majorité concentrées dans le nord et l'est du pays.

**Défiance de la population**

Vendredi soir, avant l'annonce de la nomination de Lassina Zerbo, le président Roch Marc Christian Kaboré avait appelé au "rassemblement" et au "sursaut national" pour vaincre "le terrorisme".

"Tous les Burkinabè doivent être de ce combat, car c'est le seul qui vaille la peine aujourd'hui d'être mené", a-t-il déclaré dans une adresse à la Nation, à la télévision publique. "Je lance un appel, à l'ensemble des filles et des fils de notre Nation, à consentir l'effort de guerre, chacun en fonction de ses possibilités", a-t-il ajouté, sans détailler en quoi consistait cet effort. Selon lui, "l'union sacrée [...] dans la lutte implacable contre le terrorisme" est une priorité.

Le pouvoir fait face depuis plusieurs semaines à une forte défiance de la population. Fin novembre, des centaines de manifestants étaient descendus dans la rue à

Ouagadougou pour réclamer le départ de l'exécutif. Une dizaine de personnes, dont un enfant et deux journalistes, avaient été blessées dans la dispersion de ces marches. L'exaspération des Burkinabè a été exacerbée par l'attaque particulièrement meurtrière d'Inata, le 14 novembre, où au moins 57 personnes, dont 53 gendarmes, ont été tuées par des jihadistes. Deux semaines avant cette attaque, les gendarmes d'Inata avaient alerté l'état-major sur leur situation précaire, disant manquer de nourriture et s'alimenter grâce au braconnage.

Roch Marc Christian Kaboré a été élu en novembre 2015, un an après que son prédécesseur Blaise Compaoré – au pouvoir depuis 1987 – a été chassé par la rue pour avoir voulu modifier la Constitution afin de se maintenir à son poste. Il a été réélu en 2020 pour un mandat de cinq ans.

Source AFP

France**Rififi à RFI : Claudy Siar " si on fait partir Alain foka, je pars "**

◀ Camarades membres de la 1ère Alain foka est l'animateur vedette des chaînes de radio et télé françaises RFI et France 24. Mais depuis un certain temps, le présentateur de la célèbre émission " Archives d'Afrique " est sur la sellette, sur le départ pour ainsi dire. Selon plusieurs médias dont le site de la presse en ligne congolaise " lwebrdc ", France Médias Monde la société mère de RFI et France 24 reproche au franco-camerounais

d'avoir diffusé sur sa chaîne Youtube une interview de l'inspecteur général des finances du Congo, Jules Alingete remettant ainsi en cause l'enquête dite " Congo Hold-up ". Et en plus de cela, il a utilisé les logos des chaînes françaises sans l'accord de la direction. Toutes choses qui lui valent d'être licencié. Cependant, Alain foka vient de recevoir un soutien de poids en la personne de l'animateur Claudy Siar. Ce dernier a publié sur sa page Facebook ce lundi 06 décembre : "Si

on fait partir Alain, je pars" En d'autres termes, si pour les raisons mentionnées plus haut, la direction devait chasser Alain foka, lui aussi allait démissionner. Voici qui est clair. Au demeurant l'enquête " Congo Hold-up " que vous pouvez voir sur le site de RFI, révèle comment plusieurs hommes d'affaires congolais y compris la famille Kabila se sont enrichis de façon illicite, une sorte de " Pandora Papiers "

Source ON



Afrique**Joe Biden s'engage à rompre avec la colonisation déguisée de l'Afrique**

Le 19 novembre dernier, la Maison blanche a annoncé la tenue en 2022 d'un deuxième sommet Etats Unis - Afrique. Joe Biden va en effet réunir les 9 et 10 décembre, les présidents africains et des membres de la société civile dans le cadre d'un sommet pour la lutte acharnée contre la corruption. Ce sera la deuxième assise de cet ordre après le sommet organisé en 2014 à l'initiative de l'ancien président Barack Obama.

Selon le communiqué publié sur le site de la Maison Blanche, le sommet USA/Afrique entre « dans le cadre de l'engagement de l'administration Biden à redynamiser les partenariats et les alliances mondiaux ». Cette plateforme sera donc le cadre de la promotion « des actions de renforcement des liens avec les partenaires africains sur la

base des principes de respect mutuel et d'intérêts et de valeurs communs », apprend Cameroonvoice entre les lignes du document.

Selon cette note, le président américain, espère écouter et collaborer avec ses homologues africains sur « des domaines clés que les États-Unis et l'Afrique définissent comme essentiels pour l'avenir du continent et de notre communauté mondiale ». La rencontre marque surtout le début d'un nouveau paradigme dans les relations entre l'Afrique et l'Amérique. En quittant le Nigéria vendredi dernier, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken a reconnu le rôle primordial que l'Afrique jouera pour la plupart des défis urgents et des opportunités qui se présentent à l'Amérique, non sans assurer que l'Afrique sera désormais traitée avec respect.

«Trop souvent, les pays d'Afrique

ont été traités comme des partenaires juniors, voire pire, plutôt que comme des partenaires égaux », lancé le diplomate qui reconnaît également que les siècles de colonialisme, d'esclavage et d'exploitation qui ont laissé un héritage douloureux encore présent aujourd'hui en Afrique doivent être dépassés. « Les États-Unis sont convaincus qu'il est temps d'arrêter de traiter l'Afrique comme un sujet de géopolitique, et de commencer à la traiter comme l'acteur géopolitique majeur qu'elle est devenue », a relevé Antony Blinken. Elu le 3 novembre, Joe Biden s'affirme de plus en plus comme un afro optimiste à l'image de Barack Obama. En son temps, le 44e locataire de la Maison blanche été parvenu à mobiliser un engagement de 33 milliards de dollars en faveur de l'Afrique.

Source ON

USA**Joe Biden reconduit Jerome Powell à la tête de la banque centrale américaine**

Jerome Powell sera à la tête de la Réserve fédérale américaine pour un nouveau mandat, à partir de février prochain. Dans un acte bipartisan, Joe Biden a décidé de maintenir en poste le républicain qui avait été nommé par son prédécesseur Donald Trump.

Ce n'est pas rien de choisir un patron de banque centrale en ces temps de turbulences économiques et de pressions inflationnistes. C'est donc Jerome Powell qui est maintenu en poste pour un nouveau mandat de quatre ans. Lors d'un discours à la Maison Blanche, Joe Biden a déclaré que le patron de la Fed était « la bonne personne » pour diriger l'institution. Car il a fait ses preuves pendant la pandémie et que la politique monétaire a contribué à la relance de l'économie américaine, la plus rapide à se relever parmi les pays développés, comme aime à le rappeler le président américain. Aussitôt maintenu par Joe Biden, Jerome Powell s'est voulu

rassurant sur la lutte contre l'inflation : « Nous utiliserons nos outils à la fois pour soutenir l'économie et la solidité du marché du travail, et pour empêcher la forte inflation de s'enraciner », a affirmé le président de la Fed également à la Maison Blanche ce lundi.

Le climat, nouvelle priorité pour la Fed

Joe Biden a aussi estimé que la Fed devait être « leader » dans la prise en compte du changement climatique. Un sujet qui a valu à Jerome Powell de nombreuses critiques de la part de l'aile gauche du parti démocrate. Justement, le patron de la Fed en a fait l'une des priorités de son nouveau mandat, insistant sur « la lutte contre l'évolution des risques liés au changement climatique et aux cyberattaques. »

La démocrate Lael Brainard nommée**vice-présidente**

Pour le locataire de la Maison Blanche, ce n'est pas un problème que Jerome Powell soit un républicain, initialement nommé à ce poste par Donald Trump. Un choix que l'ancien président avait d'ailleurs publiquement regretté quand il critiquait la hausse des taux décidée par la Fed. Il avait même voulu le limoger, mais la réserve fédérale étant une institution indépendante, il n'avait pu le faire. Les démocrates progressistes en seront en revanche pour leurs frais. Récemment, la sénatrice Elizabeth Warren avait dit qu'il serait dangereux de laisser Jerome Powell en poste et qu'il avait toujours été en faveur de la dérégulation financière. Elle lui préférerait l'économiste démocrate Lael Brainard. Celle-ci est tout de même nommée vice-présidente de l'institution par Joe Biden.

Source RFI

34 / Les Indiscrets / Cour Penale Internationale

Afrique-France

CPI : Malgré des mandats d'arrêt, des présumés coupables pas inquiétés, les raisons

Pour les novices en matière de justice internationale, surtout, en ce qui est de la Cour pénale internationale (CPI), le processus conduisant à un procès des présumés coupables, devant cette cour, devrait être un fait ordinaire sans ambages.

Cependant, la réalité des faits dans l'exécution des décisions, pour ne pas dire des mandats d'arrêt de la CPI est une autre chose. Et ces décisions pourraient même ne jamais être exécutées, tant que l'individu suspecté de chefs d'accusation, bénéficie de certaines protections.

Ainsi, face à ces situations, la CPI avoue son impuissance. « En tant qu'institution judiciaire, la CPI ne dispose pas de sa propre force de police ou de son propre organe d'exécution. Elle s'appuie donc sur la coopération mondiale. Seuls les Etats ont le pouvoir d'exécuter les mandats d'arrêt », a soutenu cette institution judiciaire ce 9 décembre, sur sa page.

Et de rappeler qu'à ce jour, 12 personnes pour lesquelles la CPI a émis des mandats d'arrêt sont toujours en fuite.

« Les crimes que poursuit la CPI, à savoir le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression, sont des exemples de tels actes. L'essence du mandat de la CPI est de veiller à ce que ces crimes odieux ne restent pas impunis et que les victimes puissent obtenir réparation pour le préjudice qu'elles ont subi », a déclaré le juge Piotr Hofmański, président de cette Cour, ce 10 décembre, Journée des droits de l'homme 2021.



« Mais la CPI ne peut pas à elle seule veiller à ce que les responsables rendent des comptes. La Cour a besoin de la coopération et du soutien des Etats pour enquêter sur les crimes, poursuivre leurs auteurs et rendre justice aux

victimes. Et, en premier lieu, les enquêtes et procès devraient toujours être menés par les autorités nationales, la CPI étant une juridiction de dernier ressort », a-t-il clarifié.

Source ON



Sports /Football Afrique

Cameroun

Samuel Eto'o élu président de la Fecafoot



À l'issue d'une campagne rude, à 40 ans, l'ancien international prend la tête de la Fédération camerounaise de football pour un mandat de 4 ans.

« Je me rappellerai ce jour avec fierté », a réagi Samuel Eto'o sur son compte Twitter suivi par plus de 1,5 million d'abonnés. Longtemps superstar du football africain, Samuel Eto'o va entamer une nouvelle vie : l'ancien buteur des Lions indomptables a été élu samedi 11 décembre président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot). L'ancien joueur du FC Barcelone et de l'Inter Milan, âgé aujourd'hui de 40 ans, a battu Seidou Mbombo Njoya, président sortant qui assurait l'intérim à la tête de la Fecafoot. Il avait été élu en 2018, mais son élection, contestée par plusieurs acteurs de football camerounais, avait été annulée à la mi-janvier par le Tribunal arbitral du sport. Sur les 74 voix des membres de la fédération, 43 se sont portées sur Eto'o, figure très populaire dans son pays, contre 31 pour le président sortant.

Une élection qui a opposé quatre candidats

Au total, sept candidats s'étaient déclarés, mais trois d'entre eux se sont retirés quelques jours avant le scrutin, apportant leur soutien à Samuel Eto'o, a indiqué l'AFP. À

l'annonce de sa désignation dans un hôtel de Yaoundé, le champion olympique 2000 et double vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations avec le Cameroun a exulté, levant les bras au ciel, selon les images de la CRTV, la télévision d'État, tandis que nombre de ses partisans ont crié leur joie.

Une candidature contre la corruption

Lors du dépôt de sa candidature, le 17 novembre, Samuel Eto'o, passé également par Chelsea et le Real Madrid avant de raccrocher ses crampons en 2019, avait assuré qu'il serait le prochain président de la Fecafoot « malgré les tricheries ». Le double vainqueur de la Ligue des champions avec le Barça avait expliqué que l'équipe sortante lui avait proposé le poste de vice-président, poste qu'il avait refusé. « Il est temps de lancer le chantier de la reconstruction de notre football », avait affirmé l'ancien international, en axant notamment sa campagne sur le développement du football féminin au Cameroun ou bien encore la lutte contre la corruption. En 2018, Eto'o avait soutenu la candidature de Seidou Mbombo Njoya mais avait fait part, par la suite, de sa « déception » : les promesses faites il y a trois ans par l'actuel président « me paraissent dignes d'intérêt pour l'avenir de notre pays », s'était-il justifié.

Eto'o félicité et soutenu par de stars du ballon rond

En attendant, il a été félicité par Didier Drogba, lui-même ex-star du football ivoirien et africain, qui brigue actuellement la présidence de la Fédération ivoirienne de football (FIF).

L'ancienne légende camerounaise Roger Milla lui avait apporté son soutien, tout comme, dans un court message posté sur les réseaux sociaux, la superstar Lionel Messi, son ancien coéquipier à Barcelone.

Eto'o face à des challenges de taille

« Samuel Eto'o aura de nombreux défis à relever, notamment restaurer l'image de la Fecafoot après des scandales de corruption », souligne Émile Zola Ndé Tchoussi, journaliste et spécialiste du football camerounais, interrogé par l'AFP. Le président sortant, Seidou Mbombo Njoya, a pris acte de sa défaite et a félicité sur Twitter Samuel Eto'o, à qui il a « souhaité plein succès ». Le nouveau président de la Fecafoot a déjà un rendez-vous majeur à son agenda : dans moins d'un mois, le Cameroun accueillera du 9 janvier au 7 février 2022 la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations.

Source Le Point

Sory Diabaté : « Ma vie, ces 25 dernières années, a été marquée par le football »



La Fédération Ivoirienne de Football, (FIF), est à la recherche d'un nouveau président depuis le décès de son dirigeant, Sidy Diallo, le samedi 21 novembre 2020 dès suite de la Covid-19. Pour l'élection du 20 décembre 2021, plusieurs candidats sont en lice dont Sory Diabaté, ancien collaborateur du défunt président. Les élections se déroulaient très bien jusqu'à la mise de la fédération sous normalisation par la FIFA. Une situation qui a bloqué le processus électoral.

Sory Diabaté se présente comme le meilleur profil face à ses adversaires dont le plus connu est l'ex-international, Didier Drogba. Il fonde cette confiance sur son projet dénommé "Pour la grandeur du football ivoirien" et ses 25 années d'expériences au service du foot. La rédaction de Africa Managers l'a rencontré à Abidjan le mercredi 27 octobre

2021. Au cours des échanges, il a évoqué plusieurs sujets dont les 11 piliers de son programme ambitieux.

« J'aime le foot. Je suis président de club. Ma vie, ces 25 dernières années a été marquée par le football. Et le football m'a beaucoup donné. On sait comment positionner notre football afin qu'il rayonne sur l'Afrique et qu'il soit une référence dans le monde », a répondu le candidat Sory Diabaté pour justifier sa candidature à la présidence de la Fédération ivoirienne de football (FIF). Il poursuit : « Nous avons donné de l'espoir au football ivoirien. Nous avons préparé une génération qui vient de participer aux jeux Olympiques. Sur la base de ce que nous avons déjà fait, nous pensons être en mesure de donner encore du bonheur aux Ivoiriens, Améliorer les conditions de jeux, Améliorer le niveau de notre football, Gagner des trophées pour la Côte d'Ivoire ». Le président de la Ligue de football professionnel, et

membre du Comité exécutif de la Fif, a également affirmé que sa candidature a été sollicitée par une cinquantaine de clubs pour briguer la magistrature suprême du football ivoirien. Malgré cette sollicitation, Sory Diabaté devra convaincre les autres dirigeants de clubs. Et pour le faire, il a mis sur pied son programme de campagne « Pour la grandeur du football ivoirien ».

Sory Diabaté ou l'ère de la révolution du football ivoirien ?

Le projet "Pour la grandeur du football ivoirien" aura pour pilier fondamental, l'homme. Un choix que le candidat Sory Diabaté explique en ces termes : « Nous avons mis en place un projet en 11 piliers. Le premier pilier, c'est l'homme. Parce que nous estimons qu'au centre de toute organisation, il faut les ressources humaines. C'est pour cela que le capital humain est une première référence de notre projet. →

Sory Diabaté : « Ma vie, ces 25 dernières années, a été marquée par le football »



C'est-à-dire qu'il faut des Ivoiriens formés, très bien formés à la gestion du football dans tous les domaines ». La bonne gouvernance constitue le 2ème pilier de Sory Diabaté. Une fois élu, cet ancien joueur entend élargir le Comité exécutif de 18 à 25 personnes avec la rentrée des groupements

d'intérêt. « Il faut que le Comité exécutif soit ouvert. Au niveau de la prise de décision, il faut que tous les acteurs soient présents. Les arbitres doivent être là, qu'il y ait un représentant des anciens footballeurs et footballeurs en activités. Et qu'il y ait un représentant des médecins», envisage-t-il.

Ce programme ambitieux inclut également le développement des infrastructures. Sory Diabaté projette construire des infrastructures de haute gamme comme la construction d'un terrain synthétique à Abengourou dès la première année de sa présidence. La politique de décentralisation figure en bonne place de ce programme. Les dotations des clubs seront aussi augmentées. Le nombre d'équipes du Championnat passera de 14 à 16 clubs. Si le candidat Sory est élu, il prévoit de développer le patrimoine de la Fif. Ce volet va concerner la valorisation des anciennes gloires du football, la création d'une "Boutique FIF", la construction d'hôtels 5 étoiles et la construction d'un magasin de stockage du matériel de la fédération jusque-là stocké en France. Autant de projets futuristes que le Champion de la Coupe d'Afrique des Nations 2015 veut mettre à la disposition du football de la Côte d'Ivoire.

Durant les 4 ans de son mandat, s'il est élu, le projet « Pour la grandeur du football ivoirien » de Sory va engloutir 48 milliards de francs soit 12 milliards par an.

Sory Diabaté : « Moi, je n'ai de problème avec personne »

Interrogé sur ses relations avec le Comité de normalisation dirigé par Dao Gabala, Sory Diabaté a répondu sans détour : « Moi, je n'ai de problème avec personne. Depuis que le Comité de Normalisation est venu, il fait son travail, je n'empêche personne de faire son travail. Je respecte le travail fédéral parce que je sais que c'est une tâche ardue. J'ai passé 18 ans dedans, je sais que ce n'est pas évident. Donc, je ne m'oppose à personne ».

Compte rendu de Koné N.

38 / Sports / Football International

France

Ballon d'or 2021

Le 7^e sacre pour messi, le plus contesté



Déjà recordman du nombre de Ballons d'or, Lionel Messi en a ajouté un supplémentaire à sa collection: le septième mais sûrement le plus contesté. Il le conforte encore plus dans l'histoire du foot.

Lionel Messi est bien seul sur sa planète. Longtemps au coude à coude avec son éternel rival, Cristiano Ronaldo, l'Argentin vient de faire le break dans la course aux Ballons d'or avec un septième exemplaire (contre cinq pour le Portugais), ce lundi. Le déplacement fut plus court que les précédents pour venir le réceptionner au théâtre du Châtelet. Malgré la circulation parisienne, qu'il trouve insupportable, l'Argentin a effectué un trajet réduit pour ce

premier sacre conquis ailleurs qu'à Barcelone.

S'il a rejoint le PSG l'été dernier, ce ne sont pas ses performances avec le club de la capitale française qui ont fait basculer la tendance en sa faveur. Plutôt sa deuxième partie de saison catalane, lors de laquelle il a marqué 28 buts pour le Barça entre janvier et juin, s'offrant un dernier titre (une Coupe du Roi) dans son club de toujours. Un peu léger toutefois pour prétendre au graal. Son été a davantage compté au moment de faire la différence dans l'esprit des journalistes appelés à voter. Le 11 juillet, "La Pulga" enfin levé son premier trophée avec l'Argentine en remportant la Copa America avec une victoire en finale face au rival honni, le Brésil (1-0), sur les terres de Neymar. Souvent

mutique et placide, Messi a fendu l'armure ce jour-là en fondant en larmes après quatre échecs en finales (Coupe du monde 2014, Copa America 2007, 2015 et 2016). Une sorte de consécration même s'il vise le titre ultime en 2022: la Coupe du monde.

La Copa America a pesé Lionel Messi profite de ce titre pour devancer Robert Lewandowski, pourtant plus prolifique mais moins titré qu'en 2020, où il aurait été le grand favori si l'édition n'avait pas été annulée. Le Polonais peut se sentir lésé après une nouvelle année stratosphérique (53 buts en 2021) suivant celle du sextuplé historique.

Cette consécration de Lionel Messi est donc la plus sujette à discussion. L'élimination en Ligue des champions dès les huitièmes de finale et la troisième place en Liga avec le Barça entachent son bilan. D'autant qu'il peine encore à briller avec le PSG (quatre buts en onze matchs), au point d'être critiqué pour son manque de repli défensif, qui était déjà sa marque de fabrique au FC Barcelone ces derniers temps. Son septième Ballon d'or diffère des cinq premiers, qui ont parfois fait grincer quelques dents (comme celui de 2010) mais jamais autant que celui-ci. A l'époque, l'Argentin faisait l'unanimité avec Cristiano Ronaldo. C'est beaucoup moins le cas mais cela ne l'empêche pas d'être toujours.

En 2019, l'Argentin avait profité de l'éclatement des voix en direction des joueurs de Liverpool, champion d'Europe. Il n'avait ainsi devancé Virgil van Dijk que de sept petits points. En l'absence de favori très clair, Messi compte sur son image et ses exploits passés. Ce septième Ballon d'or, s'il est critiqué, le consacre d'une certaine manière comme le meilleur joueur de tous les temps.

Source le Monde



1^{ÈRE} MICROFINANCE EN CÔTE D'IVOIRE

CRÉDIT - MONÉTIQUE - EPARGNE - ASSURANCE - AGRIBUSINESS



04 BP 47 ABIDJAN 04
2 PLATEAUX LES VALLONS IMMEUBLE FRAKE
Tel : 22 40 49 99 / Fax : 22 40 49 90
www.unacoopec.com

Danaya
cash

NOUVEAU

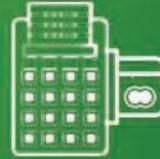


La Carte Prépayée Sécurisée DANAYA CASH

Votre porte-monnaie électronique



Mobile



TPE



Guichet

Accédez facilement à votre argent
24h/24 et 7j/7

partout en Cote d'Ivoire
et dans la Sous-région.

10 000 FCFA

sans compte bancaire

Réseau COOPEC et hors Réseau COOPEC



CERTIFIÉE
ISO 9001
*Pour vous

Parce que chacun a droit au bonheur!

Numéro vert **98076**

+225 22 40 49 83

www.unacoopec.com